

La crise politique tuera-t-elle la Communauté française ?

MAJORITÉS Le gouvernement francophone sens dessus dessous

Rudy Demotte (PS), actuel ministre-président d'une Fédération Wallonie-Bruxelles condamnée à disparaître ? PHOTO NEWS.

- Les renversements d'alliances au sud du pays mettent à mal l'institution francophone.
- Et pourraient signer son arrêt de mort.
- La crainte est partagée. Mais inutile de dire qu'on se dispute sur les responsabilités...

C'est Benoît Lutgen qui, ex-communiant le PS, a dynamité les gouvernements au sud du pays. Mais c'est sur Olivier Maingain que pèse la responsabilité de voir la Fédération Wallonie-Bruxelles glisser dans le chaos politiquement !

Reprenons...

Le risque (du chaos) est réel : difficile, voire impossible, de gérer efficacement une institution francophone qui serait coincée entre des gouvernements wallon et bruxellois dissymétriques en termes de majorités - comme c'est le cas depuis que l'Orange bleue, fin juillet, a pris ses quartiers au sud du pays. Ce qui aurait pour effet de relancer l'option régionaliste, annonçant la disparition de la Communauté.

Et alors ? Alors MR et CDH ont la solution, et ils y travaillent : évincer le PS à l'étage francophone après lui avoir réglé son compte à Namur, et convaincre Défi de les rejoindre afin de constituer une majorité alternative, ce qui remettrait d'un coup de la « cohérence » dans le paysage politique au sud du pays.

CQFD. Ecoutez Richard Miller, député fédéral libéral-réformateur, patron du Centre Jean Gol, limpide : « D'un côté, on a un gouvernement fédéral qui, avec

Charles Michel, avance, crée des emplois, et une Wallonie qui, avec Willy Borsus et sa nouvelle équipe, va faire un bond en avant, tout ceci avec une plus grande cohésion entre les politiques mises en œuvre ici et là. De l'autre, on se retrouve avec un gouvernement bruxellois isolé, en panne, qui ne suit pas le rythme des politiques gagnantes entreprises ailleurs, partant une Fédération Wallonie-Bruxelles qui risque de se muer en une espèce de lieu stagnant, une institution dormante, donc appelée à mourir... Cela par le fait du francophonissime Olivier Maingain, qui hésite à agir alors qu'il a toujours hissé l'étendard de la Communauté française ! Ce serait plus que paradoxal. Je ne peux pas le croire. »

Au sein du MR, off the record, on pousse le raisonnement, un peu le bouchon : « Si rien ne bouge, on risque d'avoir un gouvernement francophone d'affaires courantes jusqu'aux élections, un lent enlèvement. Dans ce cas, les régionalistes, y compris dans notre parti, pensez à Jean-Luc Crucke, à Pierre-Yves Jeholet, auront beau jeu de réclamer la liquidation de la Communauté et le transfert de ses compétences. » Et qui donc peut protéger le MR communautariste (celui de Jean Gol) de ses propres régionalistes si ce n'est... Olivier Maingain : « On peut éviter cela, on va le faire j'en suis sûr, le président de Défi a la clé. »

Chez les centristes-humanistes, Dimitri Fourny, député wallon, régionaliste affirmé, modère le propos ma non troppo : « Le fait régional est renforcé par la sixième réforme de l'Etat, il faut s'atteler prioritairement à gérer les nouvelles compétences

qui ont été transférées à partir du fédéral, notamment dans le domaine social, ce qui n'a rien à voir avec la mise à mal de la Communauté. Mais il est vrai qu'un surplace pourrait nuire à l'institution, qui développe des politiques importantes, par exemple le Pacte d'excellence. Mais je suis confiant. Les choses vont se débloquer dans les prochaines semaines, Benoît est là, et j'espère que d'aucuns vont se réveiller du côté de Bruxelles... » Un nom ? Initiales O.M.

Faut-il dire que les socialistes ruminent et rugissent ? En leur sein, pas même les régionalistes ne se réjouissent, en tout cas c'est ce qu'ils disent, du sort qui pourrait être fait à l'institution francophone en même temps, il est vrai, qu'à leur parti. Christophe Collignon, chef de groupe PS au parlement wallon : « Avec des majorités gouvernementales qui ne seraient pas homogènes, on risque de se retrouver avec des politiques incompatibles, et des députés qui seraient dans la majorité quand ils siègent au parlement wallon, dans l'opposition quand ils siègent au parlement de la Fédération, ou l'inverse... Bref, un imbroglio. Je suis régionaliste, vous le savez, mais je dis que ce n'est pas sain. Et que, même si l'on est favorable, c'est mon cas, au transfert de matières comme l'enseignement et la culture afin que les Régions puissent se développer, ce n'est pas le moment, tout simplement parce que ces matières sont actuellement de la compétence de la Fédération, et qu'il faut travailler dans ce cadre jusqu'à nouvel ordre. »

Conclusion ? Christophe Collignon voit bien lui aussi « un risque de déstabilisation de nos institutions, et de la Fédération

au milieu », mais désigne « un seul responsable, naturellement celui qui a provoqué la crise... »
Initiales B.L. ■

DAVID COPPI

DÉFINITION

La Fédération en deux mots

On dit « Fédération Wallonie-Bruxelles » ou « Communauté française », c'est la même chose, avec l'accent sur la place des Régions dans le premier cas, sur l'unité des francophones dans l'autre. Compétences ? Enseignement, Culture, Sport, Jeunesse, Recherche scientifique et Maisons de justice.

La Fédération dispose d'un parlement, d'un gouvernement. Elle ne perçoit pas directement l'impôt mais trouve sa principale source de financement dans les recettes fiscales versées par l'autorité fédérale. Emblème : un coq. Fête : le 27 septembre. Capitale : Bruxelles.

D.CI